

<https://ricochets.cc/Greves-reformistes-ou-action-revolutionnaire.html>



Grèves réformistes ou action révolutionnaire ? il faut choisir

- Les Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 5 janvier 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Copie d'un post FB avec certains éléments intéressants même si je suis pas vraiment d'accord avec tout, pour réfléchir au rôle des directions syndicales et autres appareils dans la lutte et la situation actuelle, pour réfléchir à ce qu'on veut vraiment :

Grèves réformistes ou action révolutionnaire, il faut choisir

Il faut choisir : la grève syndicale par corporation, la grève par procuration, le mouvement réformiste par journées d'action, respectueux de l'ordre capitaliste qui mènent à l'échec ou... la révolution sociale.

Non, contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, **le mouvement des retraites, tel qu'il se déroule actuellement en France, n'est pas du tout la seule manière possible de mener la lutte, et n'est nullement la lutte des classes, développant l'action de manière dynamique en ne craignant pas de s'attaquer aux fondements même du système d'exploitation et de l'ordre social des classes possédantes.** Ce n'est pas réellement les grévistes eux-mêmes qui disposent des moyens de prendre les décisions sur leur propre lutte. C'est, au contraire, des appareils bureaucratiques complètement coupés de la base qui prennent toutes les vraies décisions. Ce n'est pas les salariés du privé qui ont décidé de ne pas se joindre à la grève des retraites mais les appareils syndicaux qui, pour l'essentiel, n'ont déposé des préavis que pour des journées d'action passives, avec des actions communes qui ne sont que des promenades passives et n'ont aucun caractère dynamique permettant de mener à l'extension du mouvement, à la jonction des grèves locales, à leur liaison avec des secteurs pas encore en grève, avec la formation d'assemblées décisionnelles, interprofessionnelles, allant organiser des meetings dans des quartiers populaires, allant organiser des assemblées dans d'autres secteurs en grève ou pas en grève. **Ce caractère vivant, dynamique, et dangereux pour les classes possédantes est formellement exclu par les appareils syndicaux** qui sont à la manoeuvre dans tout le pays.



C'est une révolte ? Non sire ! C'est une révolution !

Nulle part, ces appareils n'ont « convergé » avec les méthodes des gilets jaunes, contrairement à ce qui s'est passé juste avant la grève des retraites chez les personnels des Urgences de l'Hôpital public et celles des cheminots lors de deux grèves précédentes. Nulle part, les militants syndicalistes n'ont accepté de se plier à des assemblées générales décisionnelles, qui aient le pouvoir sur les revendications et les modes d'action. Nulle part, ils n'ont accepté que les grévistes élisent des délégués de lutte qui se réunissent en comités de grève, ni que ces comités de grève disposent du pouvoir décisionnel sur les appels, sur les initiatives, sur les négociations ou absence de négociations. **Nulle part, ces appareils ne sont sortis de leur « stratégie » de lutte : ne pas déborder de la question des retraites, sans « s'élargir » à la question des allocations chômage, à la question des privatisations de services publics, à la question de la casse de l'hôpital public, de la psychiatrie, des EPHAD, de la pédiatrie publique, des maternités, de la Protection maternelle et infantile et on en passe, à la destruction des aides sociales, à la destruction protections sociales, des moyens de défense des salariés, à**

la précarisation massive du travail, à l'ensemble des attaques anti-sociales que les classes possédantes ont engagé tous azimuts.

ils ne veulent pas que la lutte sociale remette en question directement l'ordre social et politique

Mais ce n'est pas tout. Ce que les appareils syndicaux réformistes ne veulent surtout pas et qu'ils ont refusé systématiquement dans la giletjaunisation des luttes, c'est que les travailleurs remettent en question, par leur lutte même, la passivité politique des exploités et des opprimés. Cela signifie qu'ils ne veulent pas que la lutte sociale remette en question directement l'ordre social et politique. Tout d'abord, ils n'admettent que les revendications économiques mais nullement les objectifs politiques de classe des plus démunis. **D'autre part, ils reconnaissent la légitimité du pouvoir des possédants alors que les gilets jaunes, par leur simple existence, représentent une remise en cause de ce pouvoir.**

L'allure pseudo-radical de la revendication syndicale, celle du « retrait de la réforme », signifie surtout qu'ils se contentent de revendiquer « une bonne réforme ». **Le principal a priori des appareils syndicaux, c'est que l'on ne veut pas révolutionner la société, alors qu'il est clair, depuis les gilets jaunes, que les exploités, eux, pensent qu'il faut révolutionner la société et pas la réformer !**

Le discours constant de tous les appareils syndicaux, c'est d'affirmer que c'est la méchanceté du gouvernement qui pousse les salariés à radicaliser leur lutte, à la révolutionner, et c'est de conserver à tout prix leur stratégie réformiste, affirmant vouloir améliorer la société des milliardaires et surtout pas à la renverser.

vouloir améliorer la société des milliardaires et surtout pas à la renverser

Toute la stratégie des appareils syndicaux, et de tous ceux qui les suivent parmi les militants politiques et associatifs, dans la gauche, la gauche de la gauche et l'extrême gauche opportuniste, consiste à refuser tout ce qui permet à la lutte des exploités de déborder de l'ordre social et politique. Ces appareils font en fait partie de l'ordre des exploités, organisé par eux, payés par eux, et on essaie de nous faire croire qu'au contraire, ils se battent le plus radicalement possible contre le gouvernement des classes possédantes !

Ce dernier mouvement est une fois de plus en train de démontrer clairement que les classes possédantes n'ont nullement peur des méthodes de ces bureaucraties, n'ont nullement peur de leurs actions, de leurs buts, de leurs méthodes car elles savent parfaitement qu'elles n'ont rien l'intention de remettre en question de fondamental. Elles savent que l'action révolutionnaire des exploités remet directement en cause le monopole syndical, ainsi que le mouvement des gilets jaunes, des urgences et certains mouvements de cheminots l'ont clairement démontré.

Il est loin le temps où la CGT (...) affirmait que la grève générale préparait le renversement du capitalisme !

Les appareils syndicaux ne veulent certainement pas simplement participer au mouvement ouvrier, lui faire des propositions, se soumettre à ses décisions, laisser les travailleurs s'organiser par eux-mêmes, constituer ainsi les premiers embryons d'un pouvoir des travailleurs en train de prendre conscience de sa force et de son rôle. **Ils ont depuis belle lurette décidé que les travailleurs menant une lutte sociale ne devaient surtout pas remettre en cause l'ordre politique de classe ! Il est loin le temps où la CGT, avant la première guerre mondiale, était pour la lutte de classes révolutionnaire et affirmait que la grève générale préparait le renversement du capitalisme !**

Oui, la vraie question sur les grèves, les luttes, les manifestations, les actions, les méthodes, les revendications et

Grèves réformistes ou action révolutionnaire ? il faut choisir

les buts est la suivante : mènent-ils, oui ou non, à la révolution sociale remettant en cause l'ordre des milliardaires ? La réponse des appareils syndicaux et de tous leurs suiveurs est clairement : non !

Tant que nous nous laisserons diriger par des organisations réformistes qui sont, clairement et radicalement, opposées à la perspective de révolution sociale contre l'ordre capitaliste, nous ne pourrons jamais même seulement faire reculer les classes possédantes et même pas nous faire craindre d'elles, ni même améliorer le rapport de forces en faveur des exploités et des opprimés.

Ces appareils syndicaux ne se cachent pas d'accuser le gouvernement de favoriser la révolution sociale, de la provoquer ! **Ils s'affirment des pompiers de la lutte.** Ils disent comprendre que les salariés ne débordent pas. Ils disent comprendre que les salariés du privé ne puissent pas rejoindre la grève alors que c'est eux qui ont décidé de ne pas les y appeler.

Les déclarations syndicales tout ce qu'il y a de plus démobilisatrices pour l'ensemble des salariés :

L'UNSA a quitté le mouvement. Berger de la CFDT est proclamé la trêve ! Veyrier de FO a déclaré : « appuyons sur le bouton STOP ! » Le représentant de la CGT de gare de Lyon a affirmé lundi sur BFMTV :

« C'est le gouvernement qui provoque la continuation de la grève. »

« C'est dommage d'arriver à ces situations de conflit après un discours d'apaisement du gouvernement. »

« Je comprends que les salariés du privé ne peuvent pas faire grève aussi facilement que nous, dans les transports, et que, du coup, ils peuvent seulement manifester leur soutien de manière financière. Nous faisons grève aussi pour eux. Et nous pouvons compter sur leur soutien financier. »

« Je crains que le gouvernement ait lâché aux gilets jaunes parce qu'ils aient été violents. Pour nous c'est un mauvais message qui signifierait qu'il faut une révolution pour obtenir satisfaction. »

L'ensemble des travailleurs peut gagner sans que la majorité des travailleurs soient appelés à la lutte ? Faux ! La grève par procuration, c'est du pipeau !

Les classes possédantes se moquent d'une opinion publique qui ne lutte pas

Le succès par la « bataille de l'opinion », c'est essentiel disent les syndicats ? C'est faux ! Les classes possédantes se moquent d'une opinion publique qui ne lutte pas et répond seulement à des enquêtes d'opinion !

Les syndicats agissent réellement dans le cadre d'une grève générale ? Faux ! Ils négocient corporation par corporation ! Par exemple, les syndicats des hôtesse et steward des compagnies aériennes ont suspendu leur grève. Les syndicats d'enseignants, de routiers, des ports et autres, négocient à part ! Les seules négociations syndicales pendant la lutte sont donc directement une trahison d'une lutte générale des travailleurs. Quand on mène sérieusement une lutte d'ensemble, on n'accepte pas de la négocier secteur par secteur.

L'intersyndicale, comme direction du mouvement des retraites, c'est déjà une tromperie grossière. Quiconque ne la remet pas en cause se moque de la lutte ! Y compris tous ceux qui ont un discours radical dans les militants

Grèves réformistes ou action révolutionnaire ? il faut choisir

syndicalistes, associatifs ou politiques et prétendent vouloir « aller jusqu'au bout » car ils ne veulent surtout pas d'une lutte dirigée par les travailleurs eux-mêmes, refusant systématiquement l'élection d'un comité de grève qui ne soit pas une simple extension et une caution des syndicats.

C'est une tromperie grossière parce que les appareils syndicaux sont sur ces bases ouvertement opposées, les uns étant à fond pour la plupart des fondements de la contre-réforme. C'est une tromperie parce qu'ils ne luttent même pas pour les mêmes choses, de respectent aucune « unité de la lutte » et se parent de l'unité syndicale uniquement pour empêcher les travailleurs de s'organiser par eux-mêmes. C'est une tromperie parce que l'intersyndicale prend des décisions qui ne sont même pas soumises aux militants syndicalistes, décidant notamment de journées d'action alors que la majorité des syndicalistes de base étaient pour la grève illimitée reconductible, ce qui exactement l'inverse.

Il est important de souligner que, même dans le mouvement des retraites, syndicats et gilets jaunes n'ont absolument pas « convergé » derrière les syndicats et que les appareils syndicaux ne veulent absolument pas converger vers les méthodes et les buts des gilets jaunes, et cela pour une raison de fond : les syndicats sont foncièrement réformistes et les gilets jaunes fondamentalement révolutionnaires !

Les gilets jaunes peuvent converger avec les travailleurs, avec les salariés des entreprises, avec certains militants syndicalistes, mais certainement pas avec les appareils syndicaux qui sont de véritables entreprises privées fondées sur des capitaux de l'Etat et des trusts publics, semi-publics et privés. Nous ne pouvons pas plus réformer le fonctionnement des syndicats ni les influencer que nous ne pouvons réformer le fonctionnement du système capitaliste ni le faire évoluer positivement.

le réformisme n'est plus possible et il ne mène qu'à des contre-réformes dont celle des retraites n'est qu'un exemple

Avec la crise finale du capitalisme, phase d'impasse où le système mondial est rendu, le réformisme n'est plus possible et il ne mène qu'à des contre-réformes dont celle des retraites n'est qu'un exemple. Les appareils syndicaux ne peuvent pas changer le capitalisme, le rendre progressif alors qu'il est mondialement dans une phase régressive massive.

Le réformisme social, économique et politique n'a plus cours, n'est plus possible et il est inutile à chaque fois de faire croire que tout cela est de la faute de la personne à la tête du gouvernement, de Sarkozy, puis de Hollande, enfin de Macron. Ce n'est pas seulement en France que le réformisme n'a plus de perspective mais dans le monde entier. Ce n'est pas depuis les retraites en 2018 que cela se produit mais depuis la dernière crise mondiale en 2007. Aucune lutte réformiste n'a obtenu satisfaction après cette date, contrairement à ce qui s'est passé dans les années précédents comme en 1995 ou 2003, et ce n'est pas un hasard. La classe possédante ne peut plus négocier, ne peut plus reculer, ne peut plus pactiser avec les appareils syndicaux. Elle doit frapper, casser, détruire, démolir le moral des travailleurs, les convaincre qu'ils sont faibles, impuissants, qu'ils sont des esclaves corvéables à merci, sans avenir et sans moyens d'action.

La seule issue est la giletjaunisation de toutes les luttes

Dans une telle situation, aucune lutte réformiste ne peut l'emporter. La seule issue est la giletjaunisation de toutes les luttes : action directe, organisation par-delà les corporations, auto-organisation, refus de reconnaître et de se soumettre à toutes les institutions au pouvoir, refus de la prétendue démocratie capitaliste, refus de la mainmise par les milliardaires sur l'ensemble des richesses, refus du sacrosaint droit de la propriété privée des moyens de production...

Grèves réformistes ou action révolutionnaire ? il faut choisir

Comme on le voit, ce qui sépare la perspective révolutionnaire de l'impasse réformiste est directement la cause de l'impasse de l'actuel mouvement des retraites. **On ne peut pas aller de l'avant sans dépasser les limites sociales et politiques des appareils syndicaux. On ne peut pas gagner une lutte sans nous organiser nous-mêmes en vue de révolutionner la société !** Quiconque, syndicats, associations ou organisations politiques réformistes ou opportunistes, s'oppose à ces perspectives et d'abord à la formation de comités de grève élus, révocables, indépendants des appareils, se fédérant et responsables devant les assemblées générales décisionnelles et interprofessionnelles, ne peut que mener les luttes sociales et politiques des exploités et des opprimés dans le mur !

Contrairement aux bureaucraties syndicales, travailleurs et chômeurs, hommes et femmes, jeunes et vieux, tous les plus démunis, proclamons que nous voulons bien plus que défendre des réformes, nous voulons tout : le pouvoir et les richesses car tout est nous et tout ce qu'ont les milliardaires et les classes dirigeantes, ils nous l'ont volé. La seule chose qu'ils n'auront pas volé, n'en déplaise à tous les réformistes et opportunistes, c'est la révolution !